

La Ctg, une convention cadre politique et stratégique qui permet de partager un projet social de territoire sur les champs d'interventions communs.

Notre investissement social collectif, en réponse aux enjeux du territoire

Dans une logique d'investissement social, l'objectif est de développer et structurer les politiques territoriales pour garantir sur tous nos champs d'interventions communs : le développement de l'offre et le maillage territorial en fonction des besoins, la réponse aux besoins spécifiques, l'information des familles et l'accessibilité des services mais aussi la promotion de l'égalité des chances pour tous les enfants, l'implication citoyenne des habitants et la mise en réseau des acteurs.

La Caf de la Drôme et Montélimar Agglomération ont souhaité conjointement s'engager dans une nouvelle forme de contractualisation à l'échelle du territoire, intitulée **Convention territoriale globale**.

La dimension **territoriale** souligne la volonté des partenaires de s'investir fortement en proximité des territoires. L'aspect **global** affirme la volonté d'élaborer un projet de territoire sur tous les champs d'interventions partagés : accès aux droits et inclusion numérique, petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, logement.

La Ctg constitue un cadre politique de référence où l'ensemble des interventions et des moyens offerts par la branche Famille est mobilisé.

Elle poursuit une double logique :

- ✓ Décliner les orientations départementales de la branche Famille dans une démarche collaborative,
- ✓ S'accorder sur un projet social de territoire, véritable feuille de route partagée, adapté aux besoins des habitants et des familles.

Elle est aussi l'opportunité de trouver de nouveaux champs de collaboration avec les partenaires locaux et de développer des projets innovants.

Une mise en œuvre volontariste progressive et adaptée

Cette Convention territoriale globale pose une ambition politique partagée sur nos champs d'interventions communs. Elle est constituée de feuilles de routes thématiques qui portent les orientations politiques et les projets phares à conduire sur 5 ans.

Sur le territoire, l'élaboration et la mise en œuvre de la Convention territoriale globale seront séquencées avec :

- ☞ la première année 2021 consacrée au cadrage politique Caf – Collectivités territoriales : diagnostic partagé (portrait social) Caf – Communauté de communes – communes signataires du Cej, partage des enjeux et des axes stratégiques des feuilles de route thématiques entre la Caf, la Communauté de commune et les communes (objectifs stratégiques, actions phares partagées par thématique)
- ☞ l'année 2022 sera consacrée au partage et à la co-construction de la Convention territoriale globale avec l'ensemble des communes et les acteurs du territoire pour préciser les feuilles de route et mettre en œuvre de la Convention territoriale globale jusqu'en fin 2025.

Les modalités de mise en œuvre de ces feuilles de route seront partagées en Comité de pilotage Caf – « Montélimar- Agglomération » **semestriellement**. Elles pourront être adaptées pour être toujours au plus près des besoins des habitants en s'appuyant sur les ressources du territoire. L'avancée de la mise en œuvre de la Ctg se fera en fonction des moyens réciproques mobilisables par la Caf de la Drôme et la Communauté d'agglomération.

La construction partagée de la Ctg (deuxième phase en 2022)

La méthodologie déployée nous conduit à associer très largement les acteurs ressources du territoire. L'objectif était ainsi d'élaborer une vision partagée et de définir des orientations qui nous permettront de relever les défis :

- ✓ Un véritable partage du diagnostic et des enjeux du territoire entre tous les partenaires.
- ✓ Une concertation partenariale large.

Convention territoriale g l o b a l e

Les priorités institutionnelles de la Caf

La branche Famille de la Sécurité sociale est en charge de la politique familiale et sociale autour de trois grandes missions

- ⇒ Accompagner les familles dans leur vie quotidienne notamment par le versement de prestations et d'aides familiales et sociales
- ⇒ Porter une attention particulière aux familles en situation de vulnérabilité pouvant les fragiliser dans leur vie familiale
- ⇒ Promouvoir la création et le développement d'équipements et de services aux familles adaptés à leurs besoins.

Dans ce cadre, la Caf de la Drôme accompagne toutes les familles dans leur parcours de vie, face aux évolutions de la société et au développement des risques sociaux, à travers deux axes qui fondent sa feuille de route 2018-2022.

01

S'engager pour le développement de services adaptés aux besoins des familles

dans une logique d'investissement social, sur nos différents champs d'interventions

- ☞ Développer des services accessibles à tous sur les territoires en matière d'offre petite enfance, parentalité, enfance, jeunesse, animation de la vie sociale, logement et habitat dans une logique de développement et de qualité de l'offre avec des taux de couverture adaptés aux caractéristiques des populations sur les territoires
- ☞ Adapter les services aux différents publics et à leurs besoins spécifiques en prenant en compte l'évolution de la société ; jeunes enfants porteurs de handicap, familles monoparentales, adolescents en difficulté, publics éloignés du numérique, publics en insertion socio-professionnelle...
- ☞ Promouvoir ces services comme leviers d'investissement social en contribuant à l'égalité des chances, à la lutte contre les inégalités sociales, à l'émancipation des individus...
- ☞ Adapter les services aux besoins des territoires avec la mise en œuvre des Conventions territoriales globales (Ctg) signées entre la Caf et les collectivités territoriales, construites à l'échelle des 12 territoires intercommunaux du département pour accompagner les collectivités dans la structuration de leurs politiques territoriales dans le cadre d'un projet social de territoire partagé sur tous leurs champs d'interventions communs avec la Caf.

02

S'engager pour l'accès aux droits et l'inclusion numérique des publics

- ☞ Accompagner les familles à chaque étape de leur vie
- ☞ Porter une attention particulière aux situations complexes, de fragilité, d'éloignement du numérique
- ☞ Lutter contre le non-recours et prévenir les ruptures de droit afin de s'assurer que tous les publics bénéficient bien de tous leurs droits
- ☞ Développer les partenariats sur les territoires pour renforcer les actions de médiation et d'inclusion numérique.

Convention territoriale g l o b a l e

Une ambition d'investissement social partagée

Un levier pour décliner le Schéma
départemental des services aux familles
de la Drôme



Un levier pour décliner le Schéma
d'accessibilité aux services de la Drôme et
les partenariats d'accueil Caf



Trois fils conducteurs politiques et transversaux à toutes les thématiques du Schéma départemental des services aux familles

- ⇒ Prendre en compte les réalités des familles d'aujourd'hui
- ⇒ Promouvoir l'égalité des chances dans une logique d'investissement social
- ⇒ Inscrire les services aux familles dans leur environnement.

Structurer localement la politique d'accès aux droits et de médiation et d'inclusion numérique

- ⇒ Garantir une présence dans chaque bassin de vie directement ou par des liens réguliers avec les partenaires d'accueil : France services, Msap, Points numériques Caf
- ⇒ Favoriser l'accès aux droits et la médiation numérique pour une inclusion numérique et sociale
- ⇒ Identifier les nouveaux partenariats à développer sur les champs de l'accès aux droits et de l'inclusion numérique

Les priorités institutionnelles de la Caf de la Drôme

Accès aux droits et inclusion numérique

- ✓ Proposer une offre d'accès aux droits Caf
- ✓ Proposer une offre de médiation numérique de proximité pour l'accès aux services du caf.fr (Points numériques Caf...)
- ✓ Proposer des actions d'accompagnement à l'accès aux droits et d'inclusion numérique pour les publics les plus en difficulté

Petite enfance

- ✓ Développer une offre d'accueil de proximité en fonction des besoins
- ✓ Adapter l'offre d'accueil aux besoins spécifiques (horaires atypiques, places insertion, accueil des jeunes enfants en situation de handicap...)
- ✓ Promouvoir l'accueil du jeune enfant comme levier d'investissement social (actions favorisant la promotion de l'égalité des chances : éveil à l'art et à la culture des tous petits, apprentissage de la lecture...)

Enfance

- ✓ Développer une offre d'accueil enfance – jeunesse de proximité en fonction des besoins
- ✓ Promouvoir l'accès aux loisirs comme levier d'investissement social et adapter l'offre aux besoins
- ✓ Coordonner la politique territoriale

Accompagnement à la parentalité

- ✓ Proposer des actions parentalité diversifiées
- ✓ Promouvoir l'itinérance et la complémentarité des actions parentalité
- ✓ Mettre en réseau les acteurs parentalité

Jeunesse

- ✓ Soutenir les initiatives et la citoyenneté des jeunes
- ✓ Accompagner l'éducation aux médias et au numérique des jeunes
- ✓ Adapter les projets aux besoins des adolescents
- ✓ Structurer le réseau des acteurs jeunesse du territoire pour une politique jeunesse territoriale

Animation de la vie sociale

- ✓ Développer l'animation de la vie sociale et le vivre ensemble sur tout le territoire
- ✓ Développer l'accompagnement de la qualité sur les fondamentaux des projets sociaux (implication des habitants, accompagnement de la citoyenneté, parentalité...)
- ✓ Développer le positionnement des structures d'animation de la vie sociale sur de nouveaux enjeux (inclusion numérique, jeunesse, actions de partage et de solidarité)
- ✓ Développer la mise en réseau et l'analyse d'impact social

Logement et habitat

- ✓ Permettre l'information et l'accès au logement avec une attention particulière aux publics les plus défavorisés
- ✓ Développer l'offre en logement temporaire et alternative (logement des jeunes, logement saisonnier, publics en insertion...)
- ✓ Porter et coordonner une politique logement et habitat

Convention territoriale g l o b a l e

Des objectifs croisés entre la Convention territoriale globale et le projet de territoire Montélimar Agglomération

⇒ Un projet de territoire qui connecte avec les objectifs stratégiques des Conventions territoriales globales :

Projet de territoire Montélimar Agglo	Axes stratégiques de la Convention territoriale globale
<p>☞ Animer et renforcer un territoire pour tous, au service de tous</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer et adapter toutes les structures et les services à la personne à tous les âges de la vie, en lien avec les évolutions démographiques • Développer le maillage géographique de l'offre culturelle et sportive afin de rendre les équipements plus accessibles à l'ensemble de la population • Faire connaître notre agglomération et rendre visibles les politiques publiques pour impliquer tous les acteurs du territoire 	<p>☞ Accompagner la structuration des politiques territoriales sur tous nos champs d'intervention communs : accès aux droits – inclusion numérique, petite enfance, enfance – jeunesse, parentalité et animation de la vie sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'offre et le maillage territorial en fonction des besoins, • Réponse aux besoins spécifiques • Information des familles et l'accessibilité des services • Promotion de l'égalité des chances pour tous les enfants • Implication citoyenne des habitants • Mise en réseau des acteurs.
<p>☞ Préserver et mettre en valeur l'environnement de notre territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer et mailler les mobilités respectueuses de l'environnement • Accompagner une démarche vertueuse d'agriculture durable pleinement intégrée au territoire et au Projet alimentaire de territoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Lien avec la démarche départementale « Développement durable et transitions » et les subventions Caf « partager et consommer autrement » : mise en réseau des acteurs sur ce champ
<p>☞ Développer et promouvoir un territoire attractif, audacieux et visionnaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des services aux familles dans une logique d'investissement social et de développement de l'attractivité des territoires

Présentation de la Communauté d'agglomération « Montélimar-Agglomération » :

Montélimar-Agglomération est une Communauté d'Agglomération, Etablissement public de coopération intercommunale, située en région Rhône-Alpes, dans le département de la Drôme, qui a été créée au 1er janvier 2014, fusion de la Communauté de Communes du Pays de Marsanne et de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Sésame.

Son objectif est l'aménagement et le développement harmonieux et solidaire de son espace, la construction et le fonctionnement d'équipements destinés à satisfaire l'intérêt général.

Elle regroupe 27 communes pour une superficie de près de 370m² :

Allan, Ancône, Bonlieu-sur-Roubion, Charols, Châteauneuf-du-Rhône, Condillac, Cléon d'Andran, Espeluche, la Bâtie-Rolland, la Coucourde, la Laupie, la Touche, les Turrettes, Manas, Marsanne, Montboucher-sur-Jabron, Montélimar, Portes-en-Valdaine, Puygiron, Puy St Martin, Rochefort-en-Valdaine, Roynac, Saint-Gervais-sur-Roubion, Saint-Marcel-les-Sauzet, Saulce-sur-Rhône, Sauzet, Savasse.

Elle compte 68 096 habitants. Montélimar, ville centre en totalise près de 40 000 habitants.

Montélimar Agglomération propose une offre d'équipements diversifiée, qui participe à l'attractivité du territoire avec un bon niveau d'équipement et de services aux ménages.

En 2019, Montélimar-Agglomération possède 45 équipements pour 1000 habitants, soit une densité d'équipements supérieure à la moyenne du département de la Drôme (42,1 pour 1000 habitants). La ville de Montélimar est un pôle de services supérieurs du territoire intercommunal qui concentre 68% de l'offre d'équipements et services.

Malgré la forte polarisation, il existe un bon maillage territorial avec des pôles de services intermédiaires (Cléon d'Andran et Saulce sur- Rhône) et des pôles de services de proximité (19 communes).

La communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération exerce en lieu et place de ses communes membres les compétences déclarées d'intérêt communautaire suivantes :

- les accueils de loisirs périscolaires
- les accueils de loisirs extra-scolaires
- la ludothèque
- les subventions aux accueils de loisirs associatifs
- la mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils de loisirs
- création, aménagement, gestion et entretien des structures d'accueil petite enfance et soutien des structures associatives agissant en faveur de la petite enfance.
- les structures d'accueil petite enfance
- le Relais Assistantes Maternelles
- le Lieu d'Accueil Enfants Parents.

Les enjeux et orientations stratégiques du projet d'Agglomération 2021-2030 approuvé en conseil communautaire du 12 juillet 2021 rejoignent les objectifs des conventions territoriales globales qui visent à partager un projet social de territoire sur les champs d'interventions communs.

Le pilotage et le suivi de la Ctg

GOVERNANCE

La mise en place d'un Comité de pilotage semestriel

⇒ Le Comité de pilotage est composé de :

- Montélimar Agglomération
- La Caisse d'Allocations familiales

Il est chargé d'assurer :

- Un suivi régulier de la mise en œuvre des feuilles de route thématiques, des objectifs et actions inscrits dans le cadre de la Ctg
- La veille sur l'adaptation et la pertinence de ces objectifs et des moyens correspondants au regard des besoins du territoire
- La conduite d'une réflexion partagée sur l'impact social des actions communes mises en œuvre dans le cadre de la Ctg
- Un retour au Conseil communautaire sur le déploiement de la Ctg
- L'information auprès des habitants (lettre électronique allocataires)

Des commissions thématiques / ou réseaux locaux pour le suivi des politiques territoriales :

- Des commissions thématiques ou réseaux locaux portées par la Communauté d'Agglomération et la Caf
- Une articulation entre commissions thématiques / réseaux locaux et Comité de pilotage semestriel.

La mise en place d'une concertation partenariale tous les 2 ans

Temps fort de partage de la feuille de route annuelle avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la construction et la mise en œuvre de la Ctg.

COMMUNICATION

Le suivi de la mise en œuvre des objectifs et actions

⇒ La création d'un support permettant d'assurer ce suivi de manière synthétique et lisible

- Dans une logique d'aide à la décision

La communication auprès des habitants du territoire

⇒ La déclinaison de la Convention territoriale globale dans le cadre d'un support de communication destiné aux habitants, afin de les informer au mieux sur les services offerts et de rendre visibles les actions communes

- Lettre électronique allocataires adressée après chaque Comité de pilotage semestriel

La conduite d'une réflexion partagée sur l'impact social de l'investissement social commun auprès des habitants

Les signataires

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

Publié le

SLO

ID : 026-200040459-20221207-2022_12_07_302-DE



Julien CORNILLET

Président de Montélimar Agglomération

Brigitte MEYSSIN

Directrice de la Caisse
d'Allocations familiales de la Drôme

Montélimar
Agglomération
RHÔNE & PROVENCE



Accès aux droits Inclusion numérique

1 Structurer, organiser l'offre de service et le maillage territorial en matière d'accès aux droits et d'inclusion numérique

Identifier les acteurs, leurs compétences et leurs missions sur le territoire

- Réalisation par la Caf et le Département d'une cartographie numérique des acteurs et des compétences des structures qui accompagnent les habitants en matière d'accès aux droits et inclusion numérique (mise en ligne décembre 2021), à partager et compléter avec les acteurs du territoire
- Identification et affichage des acteurs et compétences sur le territoire
- Repérage des sous-territoires moins bien couverts par une offre de service d'accès aux droits – inclusion numérique

Accompagner le maillage cohérent sur le territoire

- Affirmation de la présence de la Caf sur le territoire : antenne Caf sur le quartier de Nocaze, renforcement du partenariat (ateliers numérique, repérage des allocataires en difficulté avec le numérique)
- Organisation, en complémentarité, du maillage du territoire pour répondre aux besoins en matière d'accès aux droits, de médiation numérique et d'inclusion numérique : lien entre l'antenne Caf, le CCAS, les Points numériques Caf (Colucci et Eustache), le tiers lieu d'inclusion numérique (Eustache) et le conseiller numérique du centre de formation de Nocaze (pour les jeunes adultes dans un parcours d'insertion professionnelle)
- Penser le maillage à l'échelle de l'ensemble du territoire et en particulier sur les communes rurales : itinérance à étudier

2 Améliorer la réponse aux besoins spécifiques

Mieux identifier les besoins d'accompagnement des publics en fonction de leur typologie

- Engagement d'une réflexion sur les besoins des publics : observatoire des données socio-démographiques, diagnostic d'autonomie numérique des habitants et allocataires du territoire (avec notamment l'état des lieux des allocataires ne réalisant pas leurs démarches en ligne - demandes de Rsa et prime d'activité), en s'appuyant sur les données Caf et partenariales

FEUILLE DE ROUTE

Rendre plus lisible l'offre de services proposée sur le territoire

- Réflexion pour une communication partenaires et habitants : cartographie numérique des acteurs et des compétences Caf – Département « Accès aux droits, médiation numérique et inclusion numérique en Drôme » à destination des acteurs et annuaire de l'offre de services à l'attention des habitants
- Organisation de temps forts événementiels sur le territoire autour du numérique (type « faites du numérique du Royans – Vercors »)

Adapter l'offre de services pour répondre aux besoins de tous les publics

- Prise en compte des besoins de tous les publics avec proposition d'accompagnement spécifique (notamment pour lutter contre le non-recours aux droits) : personnes en situation de handicap, illettrisme et barrière de la langue, public des sans-abris, personnes âgées seules, femmes éloignées des démarches administratives, jeunes
- Organisation de l'offre de services pour fluidifier les parcours habitants : premier contact, accompagnement, orientation, complémentarité des acteurs (chaînage des interventions)

3 Renforcer l'accompagnement et l'implication des habitants

Développer l'accompagnement des habitants dans une logique de parcours pour le développer des compétences numériques

- Développement des compétences numériques des habitants en s'appuyant sur le tiers-lieu d'inclusion numérique du territoire (déploiement du Pass numérique par Eustache, organisation d'ateliers dans les locaux de la Caf)
- Développer et structurer l'offre d'ateliers numérique collectifs sur le territoire : à partir des besoins des habitants, définition d'une programmation régulière d'ateliers numériques thématique lisible pour les habitants et favorisant les orientations
- Définir des actions d'accompagnement numérique à partir des démarches en ligne du quotidien (santé, scolarité, travaux, vacances, ...) : exemple ateliers numérique Pronote

Aller vers les habitants du territoire

- Développement effectif d'actions d'inclusion numérique dans les quartiers Politique de la ville
- Réflexion concernant le maillage sur les communes rurales pour aller vers tous les publics et tous les territoires

Mettre en réseau les acteurs de l'accès aux droits et inclusion numérique du territoire

- Préfiguration du réseau local « Accès aux droits et inclusion numérique » : réunion à prévoir en 2022 :
 - interconnaissance (qui fait quoi ?),
 - partage du diagnostic des besoins,
 - orientations réciproques,
 - coopération et complémentarité
- Identification des besoins en formation des professionnels et outil aidant connect à déployer

Renforcer les orientations réciproques et la complémentarité des projets sur le champ du numérique

- Mise en place d'orientations réciproques, articulation et complémentarité des projets de médiation numérique administrative, inclusion numérique

Petite enfance

1 Structurer et organiser l'offre de service petite enfance et adapter l'offre pour renforcer l'attractivité du territoire

Mieux connaître les besoins des familles

- Observatoire des besoins des familles en s'appuyant sur le Relais petite enfance (anciennement Relais assistants maternels) avec embauche d'une animatrice supplémentaire (recrutement en cours en 2021)

Renforcer l'information des familles sur les modes d'accueil dans un objectif d'accessibilité renforcée

- Développement de l'information des familles en s'appuyant sur le Relais petite enfance (guichet unique d'information) et en diversifiant les canaux d'information : repérage des structures, communication adaptée et régulière pour toucher tous les publics (y compris les publics éloignés des structures)

Améliorer la couverture territoriale en accueil du jeune enfant sur le territoire et la complément des modes d'accueil

- Pérennisation des structures existantes (12 multi-accueil en gestion Prestation de service unique)
- Développement de l'offre en structures d'accueil du jeune enfant
 - Redimensionnement de la Maison de l'enfance dont la crèche de Cléon d'Andran : + 5 places
 - Projet de création d'une crèche de 44 places sur le Nord de Montélimar (regroupement et développement de l'offre de Bagatelle et Mini-Pouss impactés par le séisme en 2019)
 - Création d'une micro-crèche de 12 places en centre-ville pour renforcer l'attractivité du centre-ville
- Développement du maillage du Relais petite enfance et du Lieu d'accueil enfants parents sur l'ensemble du territoire intercommunal
- Analyse de la typologie des utilisateurs des structures d'accueil du jeune enfant (Filoue)
- Analyse des besoins non couverts sur le territoire

Favoriser la complémentarité et l'articulation des modes d'accueil du jeune enfant sur l'ensemble du territoire

- Veille à l'équilibre de l'offre d'accueil du jeune enfant sur le territoire (complémentarité accueil collectif, accueil individuel, micro-crèches privées)

- Renforcement du rôle du Relais petite enfance : développement du nombre d'assistants maternels du territoire

FEUILLE DE ROUTE



2 Améliorer la réponse aux besoins spécifiques

Engager une réflexion pour renforcer l'accueil des publics en insertion

- Réflexion à engager, tout en garantissant la mixité des publics, sur la mise en place du dispositif Avip sur le territoire (réservation de places en structures Psu pour l'accueil des enfants de parents en insertion avec financements Caf (places et coordination), en lien avec Pôle emploi et les missions locales)
- Réflexion à envisager pour mieux identifier les besoins en horaires atypiques et expérimentations liées en lien avec l'hôpital et les entreprises : complémentarité de modes d'accueil (accueil collectif, crèche familiale, individuel, au domicile des familles)
- Mobilisation de la crèche familiale pour répondre aux besoins spécifiques
- Complémentarité et cohérence avec le dispositif réservation de places pour les publics orientés par le Département (Ase, Pmi)

Conforter l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les structures d'accueil du jeune enfant

- Poursuite et développement de l'engagement fort de Montélimar Agglomération pour garantir l'accueil des enfants porteurs de handicap et des enfants à besoins particuliers sur l'ensemble des structures d'accueil du jeune enfant (en plus du multi-accueil Nocaze) et poursuite du partenariat dans le cadre d'une convention avec le Centre d'action médico-sociale précoce

3 Promouvoir l'égalité des chances et l'implication citoyenne

Développer les projets parentalité au sein des structures d'accueil du jeune enfant

- Expérimentation d'actions associant les parents au sein des structures d'accueil du jeune enfant et du Relais petite enfance : exemple café des parents, conférences

Développer les projets et actions favorisant le développement des capacités des enfants dans la logique de promotion de l'égalité des chances

- Développement d'actions de promotion de l'égalité des chances en tant que levier d'investissement social : pour favoriser le langage, l'accès à la culture, aux livres, à l'activité physique, à l'égalité des genres (projets cofinancés par la Caf de la Drôme : une salle d'ateliers Montessori à la crèche de « Montlouis » ; un projet « Snoezelen » - exploration sensorielle et bien-être de l'enfant dans les crèches de « Terre Câline » et « Nocaze » ; le dispositif « Parler Bambin » coordonné par l'ANSA - expérimentation dans les crèches « Terre Câline » et « Jardin Public » afin de sensibiliser les enfants de 3 mois à 3 ans à l'apprentissage du langage)
- Poursuite du déploiement du Repap (réfèrent de parcours périnatalité) sur le territoire porté par le département de la Drôme en lien avec les acteurs du territoire
- Réflexion pour la mise en place d'un adulte référent de parcours pour chaque enfant dans les structures

4 Accompagner les coopérations entre acteurs petite enfance du territoire

Conforter et développer la coordination territoriale de la politique petite enfance

- Accompagnement de l'optimisation de la gestion des équipements : réunions bonnes pratiques Psu animées par la Caf,
- Organisation de la fourniture des couches dans les structures d'accueil du jeune enfant)
- Enjeu de mise en réseau des acteurs Petite enfance sur le territoire de l'Agglomération (équipements d'accueil du jeune enfant, Relais petite enfance, Lieu d'accueil enfant parents, acteurs qui accompagnent les parents de jeunes enfants)
- Mise en place de formations en direction des professionnels



1 Structurer et organiser l'offre de service enfance sur le territoire

Conforter la couverture territoriale en accueil de loisirs

- Pérennisation des accueils de loisirs existants, qui assurent une très bonne couverture territoriale, y compris sur les accueils du mercredi : 95% des enfants scolarisés qui fréquentent le service périscolaire
- Augmentation du nombre de places d'accueil en Alsh extrascolaire (Kid'O) en lien avec l'augmentation des demandes des familles
- Développement qualitatif des projets pédagogiques des activités périscolaires à l'échelle de l'ensemble du territoire : accès de tous à des activités artistiques, culturelles, sportives, citoyennes et éco citoyennes
- Rénovation et modernisation des bâtiments accueils de loisirs Agglo (création d'un bâtiment supplémentaire au Kid'O'Vert et agrandissement de Kid O Cléon, ...)
- Professionnalisation et déprécarisation des personnels des accueils de loisirs Agglo
- Création d'une ludothèque, lieu ressource pour les accueils de loisirs du territoire

2 Améliorer la réponse aux besoins spécifiques

Une politique volontariste qui garantit l'accessibilité à l'offre de service enfance sur l'ensemble du territoire

- Communication et information des familles via le Portail familles, en complément maintien d'un guichet pour les familles rencontrant des difficultés
- Optimisation de la tarification des activités accueils de loisirs pour une accessibilité renforcée, notamment aux familles les plus modestes (nouvelle grille tarifaire 2022)
- Accessibilité effective de l'offre de service sur le territoire (maillage territorial des accueils de loisirs, tarification modulée), une attention à porter sur les quartiers politique de la ville
- Communication sur les aides aux loisirs (ex : carte « Top Dép'Art du Département pour les collégiens)
- Renforcement de l'accompagnement à la scolarité notamment sur certaines communes de l'agglo (Ancône, Saulce,...)

Conforter l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les accueils de loisirs

- Poursuite de l'accueil des enfants porteurs de handicap ou ayant des besoins spécifiques dans les structures de loisirs, en s'appuyant sur le Pôle ressources départemental

FEUILLE DE ROUTE



3 Développer les compétences des enfants et accompagner la citoyenneté dès le plus jeune âge

Conforter la qualité des projets éducatifs et pédagogiques des structures

- Prise en compte de nouvelles clés d'entrée : sport et culture notamment, pour éveiller et faire émerger les compétences des enfants
- Prise en compte des enjeux de mixité sociale : urbain, rural
- Prise en compte du rythme des enfants et des enjeux de société dans les projets éducatifs : aménagement de temps de répit pour les enfants, actions d'éducation à l'alimentation (de qualité et accessible financièrement)
- Sensibilisation des professionnels au pouvoir d'agir dès le plus jeune âge : pédagogie de l'engagement dans les accueils de loisirs (mise en place d'un livret qui prend en compte les idées de l'enfant et qui permet le lien entre les parents, l'équipe périscolaire et enseignants)
- Démarche Agglo « Amis des enfants de l'UNICEF France » avec un plan d'actions pour le développement de projets citoyens

Développer des actions favorisant l'engagement des enfants à tous les âges

- Développement de stages thématiques sportifs et citoyens pour les 11-17 ans
- Développement de chantiers éducatifs ouvrant droit à un certificat de participation civique et citoyen
- Un Conseil municipal junior composé d'enfants de CM2 à Montélimar

4 Accompagner la mise en réseau des acteurs sur le territoire

Mettre en place les réseaux d'acteurs dans une logique de parcours éducatif concerté

- Mise en réseau des acteurs sur le champ de l'enfance en s'appuyant sur le Projet éducatif de territoire pour favoriser la cohérence des parcours (lien scolaire et extrascolaire)

Convention territoriale g l o b a l e



Jeunesse

1 Structurer et organiser l'offre de services en direction des jeunes sur le territoire

Mieux connaître les besoins des jeunes du territoire pour développer une offre adaptée

- Identification des besoins des jeunes du territoire en s'appuyant sur les acteurs du territoire et en particulier les accueils ados de Montélimar Agglo et les structures d'animation de la vie sociale
- Création d'espaces d'expression / valorisation de la parole des jeunes et d'accompagnement des projets de jeunes (ex : Conseil jeunes citoyens mis en place à Montélimar en septembre 2022, en partenariat avec les établissements scolaires)

Développer l'offre des services, les projets et actions pour et avec les jeunes du territoire en prenant en compte les échelles de compétences

- Affirmation d'axes politiques pour accompagner la jeunesse du territoire : loisirs des adolescents, mise en projet des jeunes, innovation jeunesse via la Prestation de service jeunes, formation et insertion professionnelle et développement des compétences des jeunes
- Prise en compte des besoins des jeunes, co-construction des solutions avec eux : création d'une instance de participation des jeunes
- Développement de projets en direction des jeunes : formalisation de projets jeunesse à haute qualité éducative par les 2 centres sociaux municipaux : Prestation de service « jeunes » Caf à valider pour deux projets articulés et complémentaires, prenant en compte les enjeux d'employabilité, de mobilité et de citoyenneté des jeunes
- Développement de l'information des jeunes (Ex : « Information jeunesse », « Point d'accueil et écoute jeunes »)
- Accompagnement des jeunes (notamment les jeunes adultes) sur le numérique (sécurité, identité numérique), dans leur orientation ((Parcoursup), recherche jobs d'été, projet de vacances autonomes (type opération « Sac ados »))
- Renforcement de l'accompagnement social et éducatif des jeunes (dans une logique de prévention)
- Projet de création d'un espace de formation en direction des jeunes à Nocaze par la Ville de Montélimar (lien et passerelles avec les Ps jeunes des projets des centres sociaux) avec présence notamment du Fablab de Montélimar géré par Convergences 26
- Réflexion pour un maillage territorial sur le champ de la jeunesse en s'appuyant sur les accueils ados implantés sur les communes rurales de l'Agglo
- Renforcement de la complémentarité entre les Kid'O et les centres sociaux municipaux

- Développement de l'offre de logement pour les jeunes (cohabitation intergénérationnelle, notamment)

FEUILLE DE ROUTE



2 Construire la politique jeunesse sur le territoire intercommunal

Répondre aux besoins des jeunes et améliorer leur quotidien pour favoriser leur autonomie et développer leur citoyenneté

- Identification de lieux d'information et d'accompagnement des jeunes
- « Aller vers » les jeunes pour mieux les accompagner en proximité et via le numérique : Promeneurs du net (Colucci, Sauvegarde), diagnostics sociaux des structures d'animation de la vie sociale, actions jeunesse de proximité des centres sociaux
- Mobilisation des structures d'animation de la vie sociale pour favoriser l'expression des jeunes : recueil de la parole des jeunes afin de les impliquer dans des actions concrètes qui les concernent directement
- Développement d'actions citoyenneté pour la prévention santé des jeunes
- Accompagnement de jeunes et jeunes adultes dans un parcours d'insertion professionnelle par un conseiller numérique rattaché au futur centre de formation implanté sur le quartier de Nocaze
- Confortement et développement des chantiers éducatifs et stages thématiques sportifs et citoyens proposés aux adolescents et jeunes de 11 à 17 ans au sein des Kid O Jeuns'
- Mise en place en 2021 de bourses au permis de conduire et d'aides à la formation BAFA (aides financières de la commune en contrepartie d'un engagement bénévole des jeunes)
- Création d'aides aux loisirs en contrepartie de l'engagement des bénévoles des jeunes
- Projet d'un Conseil des jeunes citoyens (Cjc), instance rattachée à la commune pour favoriser et promouvoir la participation des jeunes

Susciter les initiatives des jeunes et promouvoir leur engagement

- Sensibilisation des professionnels au pouvoir d'agir dès le plus jeune âge (pédagogie de l'engagement dans les accueils de loisirs)
- Diversification des clés d'entrée pour toucher plus largement les jeunes : « sport », « culture », « employabilité et développement des compétences des jeunes »
- Accompagnement du développement de projets par et pour les jeunes : labellisation d'un Point d'accompagnement de projets de jeunes (Centre social Colucci), validation de Prestations de service jeunes
- Accompagnement de l'implication des jeunes dans des actions concrètes (ex : manifestations locales, action type « Rallye citoyen »)

3 Accompagner la mise en réseau des acteurs sur le territoire

Mettre en place les Réseaux d'acteurs jeunesse dans une logique de parcours éducatif concerner prendre en compte les échelles de compétences

- Mise en réseau des acteurs sur le champ de la jeunesse, complémentarité et l'articulation des projets pour accompagner les jeunes dans une logique de parcours, valorisation du positionnement des structures sur le territoire sur le champ de la jeunesse
- Développement des actions partenariales avec les établissements scolaires (dans les établissements et en dehors des établissements) en s'appuyant sur les conseils de vie lycéen

Envoyé en préfecture le 14/12/2022
Reçu en préfecture le 14/12/2022
Publié le
ID : 026-200040459-20221207-2022_12_07_302-DE

PROJET

Convention territoriale g l o b a l e

Accompagnement à la parentalité

1 Accompagner la diversification des projets parentalité portés sur le territoire et le maillage territorial

Développer la connaissance des besoins des familles

- Consultation des familles du territoire sur leurs besoins pour adapter les réponses : enquêtes en direction des familles, porteurs de paroles, boîte à idées dans les structures, ...

Développer l'offre et son maillage en matière d'accompagnement à la parentalité sur le territoire

- Développement des projets familles des centres sociaux : création d'un poste supplémentaire de référent familles » (1 référent sur chaque centre social), garantie d'une véritable plus-value pour les structures et les familles
- Renforcement des projets familles des centres sociaux en réponse aux besoins des parents dans le cadre des démarches de renouvellement de projets sociaux, avec diversification des actions
- Accompagnement des parents en matière de numérique (scolarité, démarche, éducation aux médias), en s'appuyant sur les conseillers numériques du Campus)
- Accompagnement des parents dans la scolarité de leurs enfants nouveau Contrat local d'accompagnement à la scolarité porté par les centres sociaux municipaux
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) très actif sur la Commune de Montélimar, porté par la Caisse des écoles en direction des enfants et jeunes de 2 à 16 ans des quartiers en Politique de la ville
- Des projets « Contrat local d'accompagnement à la scolarité » également portés par la Caisse des écoles de Montélimar en partenariat avec l'ensemble des écoles élémentaires implantées sur les quartiers en Politique de la ville
- Confortement de l'offre « ludobus », itinérante sur les communes de l'agglomération et création d'une nouvelle ludothèque (animations de proximité sur les quartiers à organiser)
- Diversification des projets parentalité, en proximité, en s'appuyant sur les acteurs locaux pour répondre aux problématiques repérées : isolement, lien parent – enfant, éducation aux médias, scolarité, conflit père – mère, place des pères, levée des freins des familles pour aller vers les professionnels, jeunes parents, besoins de répit parental

2 Améliorer la réponse aux besoins spécifiques

Accompagner les familles en situation de séparation familiale conflictuelle sur le territoire

- Permanence de médiation familiale effective sur Montélimar

- Réflexion pour un relais local Espace de rencontres pour accompagner le maintien des liens entre un parent et son enfant en résidant pas avec lui
- Réflexion sur la prise en charge des femmes victimes de violences conjugales

FEUILLE DE ROUTE



3 Apporter une attention particulière à la participation de toutes les familles dans les actions et projets parentalité

Soutenir la participation des parents dans les actions qui les concernent

- Aller vers les parents, notamment dans le cadre des démarches de diagnostic préalables au renouvellement des projets sociaux
- Expérimentation d'actions par les centres sociaux dans le cadre de l'appel à projet « répit parental et familial »
- Proposition d'actions favorisant la valorisation des compétences parentales

4 Accompagner la mise en réseau des acteurs sur le territoire

Mettre en réseau les acteurs sur le champ de la parentalité

- Réflexion sur les modalités d'animation d'un réseau local des acteurs parentalité
- Mieux identifier les actions et projets existants portés par les différents acteurs du territoire pour les rendre plus lisibles auprès des familles (état des lieux de l'offre existante, des acteurs, projets et actions avec et pour les parents)
- Définition des modalités de communication et d'information des familles sur l'offre existante
- Favoriser les passerelles entre les acteurs : complémentarité, orientation vers les institutions

Renforcer les partenariats avec les services de l'Education nationale pour toucher tous les parents

- S'appuyer sur les établissements scolaires de Montélimar pour proposer des actions où se trouvent les parents (partenariat déjà existant avec certains établissements sur le champ de la parentalité et de la jeunesse / éducation au numérique/harcèlement)

Convention territoriale g l o b a l e



Animation de la vie sociale

1 Accompagner le développement de l'offre en animation de la vie sociale sur le territoire de Montélimar Agglo

Conforter et développer l'offre d'animation de la vie sociale sur le territoire

- Développement en cours des équipes des centres sociaux municipaux : référent familles, projet de Prestation de service jeunes (postes animateurs jeunesse), des actions de développement local
- Complémentarité, articulation des deux projets sociaux municipaux, implantés dans les quartiers Politique de la ville, favorisant les coopérations (développement de champs de compétence spécifiques propres au personnel de chaque structure)
- Complémentarité des deux futurs projets jeunesse portés par les centres sociaux municipaux : prise compte des enjeux d'employabilité et de citoyenneté des jeunes (lien avec le centre de formation de Nocaze)
- Création du nouvel espace de vie sociale porté par Eustache sur le centre ancien (quartier politique de la ville) -agrément au 1^{er} avril 2021- soutenu par la Ville : structure qui lie économie, social et numérique : réflexion à poursuivre sur le centre ancien en fonction des besoins prégnants de la population
- Couverture effective des 3 quartiers politique de la ville de Montélimar en structure d'animation de la vie sociale
- Identification des besoins de habitants, des acteurs potentiels ou initiatives d'habitants sur les communes rurales de l'Agglomération pour la préfiguration de futures structures d'animation de la vie sociale (avec appui des structures Avs agréées)

2 Développement du rôle des structures d'animation de la vie sociale du territoire dans la prise en compte des évolutions et enjeux sociétaux

Conforter le rôle de veille, d'accueil et de recueil de la parole des habitants des structures d'animation de la vie sociale

- Valorisation des projets d'accueil des structures d'animation de la vie sociale : accueil de tous les habitants, accompagnement numérique, orientation
- Validation de deux Points numériques Caf (centre social municipal Colucci et Evs Eustache)

Accompagner les habitants à devenir acteurs de leur quartier

- Création d'un jardin partagé porté par le centre social Nocaze pour mobiliser progressivement les habitants de la commune et des quartiers en politique de la ville à se (ré) approprier les différents espaces (verts et urbains) qui deviendront, de fait, plus sûrs, plus conviviaux et plus propres (en lien avec les diagnostics sociaux de l'Espace de vie sociale « Eustache » au centre ancien, et le centre social « Colucci » à Pracomtal)

- Développement de la mobilisation des habitants sur les projets d'aménagement urbain : exemple du projet d'aménagement de la place Clémenceau
- Développement de la présence des structures d'animation de la vie sociale sur l'espace public et organisation de temps d'échanges avec les habitants

Envoyé en préfecture le 14/12/2022
Reçu en préfecture le 14/12/2022
Publié le
ID : 026-200040459-20221207-2022_12_07_302-DE

FEUILLE DE ROUTE



Conforter les postures des structures d'animation de la vie sociale pour aller vers les habitants et développer les solidarités de proximité

- Fort soutien de la Caf à mobiliser pour la prise en compte des évolutions sociétales : subventions de la Caf pour les actions aller vers, inclusion numérique, partager et consommer autrement, jeunesse, parentalité.

3 Renforcer les synergies entre les acteurs de l'animation de la vie sociale

Développer les synergies entre les projets d'animation de la vie sociale du territoire

- Mise en place d'une Commission d'orientation Animation de la vie sociale : interconnaissance, partage des projets sociaux, identification d'axes de collaboration, coopération.

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

Publié le

SLO

ID : 026-200040459-20221207-2022_12_07_302-DE

PROJET